

Répondre aux urgences, préparer l'avenir

Répondons ensemble aux urgences ! Pas de préalable à l'unité : il faut des contributions multiples pour agir dès maintenant et préparer l'avenir. Ce sera un socle pour un contrat de législature partagé. Sans un tel accord, l'unité des gauches et des écologistes pour 2022 sera impossible.

Nous mettons en débat des propositions : notre société est très riche, on peut redistribuer autrement les richesses. Pour y parvenir, les pistes sont nombreuses : taxer les grandes entreprises, réformer la fiscalité, socialiser une partie des fortunes amassées du fait des politiques néolibérales.

Sur le plan social et écologique

- * Combattre la pauvreté et la précarité. Personne au-dessous de 1250 € (de l'étudiant boursier au chômeur, retraité ou précaire).
- * Promouvoir une écologie de rupture avec les politiques néolibérales, climaticides, écocides et de captation des ressources. Interdire immédiatement les investissements dans les entreprises productrices de carbone
- * Mettre en œuvre un plan massif de construction de logements sociaux permettant aux plus précaires de se loger décemment et d'augmenter par des loyers encadrés leur pouvoir d'achat.
- * Reconstruire nos droits menacés. Les renforcer et les développer pour les salariés et pour les précaires (protection contre les licenciements, comités hygiène et sécurité dans le travail, etc.). Arrêter les projets de casse des retraites et de l'assurance chômage.
- * Renforcer le financement de la Sécurité sociale par les cotisations. Revenir à l'élection des administrateurs. Développer une gestion démocratique par les travailleuses et travailleurs et par les usagères et les usagers. Étendre son rôle à d'autres champs de la société du domaine des *communs*. Développer la prévention.
- * Construire une Sécurité sociale professionnelle, couvrant le risque de chômage. Baisser massivement le temps de travail. Augmenter les salaires et le SMIC. Revaloriser les salaires de tous les « premiers de corvée » : 300 euros de plus par mois (chiffrage avancé par le personnel hospitalier). Défendre le maintien intégral des salaires à 100%. Droit au salaire et à la formation tout au long de la vie.
- * Élargir le champ des services publics. En assurer une gestion démocratique nouvelle. Garantir l'accès à l'eau, l'air, la terre, l'habitat, l'alimentation, la culture, le

logement, les transports, le droit à la ville et à l'espace commun dans un souci d'égalité, d'émancipation et de créativité partagée. Pour une planification écologique à partir des territoires.

* Préserver la biodiversité, protéger la faune et la flore sauvage, lutter contre l'artificialisation des terres agricoles et naturelles, limiter au maximum les polluants.

* Réorienter, relocaliser et reconverter les productions, en rapport avec les urgences écologiques et une économie fondée sur la demande et les besoins des générations actuelles et futures.

* Exiger des conditions contraignantes sociales et environnementales pour les aides publiques notamment aux grandes entreprises. Remboursement du CICE.

Sur le plan démocratique

* Agir contre tous les racismes et les discriminations qui accentuent la mise à mal des droits fondamentaux. Mettre fin aux dérives policières et législatives, à la remise en cause des droits et libertés démocratiques, aux violences policières en réponse aux mobilisations, Exiger la dissolution de la BAC et la mise en œuvre d'une police de proximité. Reconstruire des droits civils, politiques et sociaux, pour les Français comme pour les étrangers. Régulariser tous les sans-papiers. Accueillir les migrants.

* Commencer le passage à la 6^e République dès mai 2022 : le Président ne gouverne plus le Conseil des ministres ; ce dernier est présidé par un Premier ministre choisi par une majorité des députés ; des assemblées politiques locales participent à l'élaboration des lois. Instaurer de nouveaux droits : Référendum d'initiative citoyenne, « observatoires citoyens » dotés de moyens administratifs, etc.

* Changer l'Union européenne et pour cela changer de méthode. Construire un socle de droits à défendre en commun avec les forces du mouvement social, syndical, féministe, écologiste. Poser la question des traités pour affirmer ces nouveaux droits et pour un contrôle réel sur la BCE (Banque centrale européenne).

* Rediscuter toutes les instances internationales. Abroger les accords de libre-échange, destructeurs de la planète et des biens communs. Développer des accords de coopération solidaire. Éradiquer le pillage des ressources, les relations issues des périodes coloniales et post-coloniales actuelles. Une véritable organisation internationale doit exister pour le droit à la santé, les politiques écologiques et une politique de Paix, pour une désescalade des armements.

Un chemin est tracé avec tous les appels, toutes les forces de changement : en s'organisant à tous les niveaux. C'est urgent : contrôle démocratique, engagement citoyen, extension des droits !